

## **Séance publique du jeudi 26 janvier 2017**

**Convoqué le jeudi 19 janvier 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 26 janvier 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Sophia AYACHE, Christophe COUR, Perla DANAN, Vincent HALUSKA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Caroline NAVARRE, Patrick RIVAS.

### **Absents :**

Gérard LANNELONGUE, Patrick VIGNAL.

## **Convention de coordination entre la Ville de Montpellier et la Préfecture de l'Hérault précisant la nature, les lieux et les modalités d'interventions des services de sécurité, de tranquillité et de prévention de la délinquance de la Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux dispositions de la Loi n° 99-291 du 15 avril 1999, relative aux polices municipales et au décret 2012-2 du 2 janvier 2012, une convention de coordination entre les services de sécurité de l'Etat et les collectivités locales doit être établie dès lors qu'elles disposent d'un effectif de police municipale supérieur à 5 agents.

Cette convention, d'une durée de trois ans, reprend tout ou partie des clauses de la convention type, tout en en l'adaptant, le cas échéant, aux besoins locaux. La convention fait l'objet d'une signature conjointe entre le Maire, le Préfet de département après avis du Procureur de la République.

En conformité avec l'article L.512-4 du Code de la Sécurité Intérieure, une convention avait été signée entre la Ville de Montpellier et les services de l'Etat en date du 12 février 2012.

Cette convention précisait les modalités selon lesquelles les interventions sont coordonnées avec celles des forces de sécurité de l'Etat et, notamment la nature et les lieux d'interventions de la police municipale, ainsi que les modalités de gestion des images issues du Centre de Supervision Urbain (CSU).

Au regard des évolutions récentes de la Police Municipale et de la réorganisation des services composant la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique (DRTP) concourant à la sécurité, à la tranquillité et la prévention de la délinquance, il apparaît aujourd'hui nécessaire de refondre cette

convention, en l'adaptant aux nouveaux enjeux liés à la gestion de la sécurité et de la tranquillité publique au sein du territoire communal montpelliérain, dans le respect des compétences de chacun.

La nouvelle convention établie pour la période 2017-2019, porte sur les modalités organisationnelles et opérationnelles de coordination des missions de la Police Municipale (PM) avec les forces de sécurité de l'Etat. Elle intègre également le Centre de Supervision Urbain (CSU), le Service de Surveillance de la Voie Publique et de l'Environnement Urbain (SVPEU) ainsi que le Service Sécurité Civile (SSC) de la Ville de Montpellier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la convention de coordination entre la Ville de Montpellier et les services de l'Etat, représenté par Monsieur le Préfet du département de l'Hérault, annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe au Maire déléguée à la sécurité, à signer ladite convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 27 Janvier 2017**